

## **StJames, Louise (PHAC/ASPC)**

---

**De :** Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)  
**Envoyé :** 2020-04-02 6:07 PM  
**À :** Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)  
**Cc :** Sammon, Jacob (PHAC/ASPC); Irick, Marina (PHAC/ASPC)  
**Objet :** Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : 2 avril 2020

La séance d'information à l'intention des parlementaires sur la COVID-19 a été menée aujourd'hui par Rhonda Kropp, aux côtés d'autres représentants de TC, IRCC, AAC, SCC, SAC, ASFC, ARC, EDSC, AMC, ISED et SP. M<sup>me</sup> Kropp a commencé par une rapide mise au point concernant la santé publique. À ce jour à midi, le Canada compte 10 466 cas et 111 décès. Au Canada, 260 000 personnes ont été dépistées.

Nombre final de participants à l'appel : 159

Nombre de questions restées sans réponse : 10

Au début de l'appel, Transports Canada a donné une réponse à une question qui n'avait pas été traitée lors d'un appel précédent.

- En ce qui concerne les mesures de dépistage pour les vols nationaux et les vols vers les baraquements au nord du pays. En réalité, les contrôles couvrent tous les vols privés ou affrétés comptant 10 passagers ou plus. Nous sommes en contact avec les territoires et SAC pour savoir si les plus petits vols comme les vols taxi doivent faire l'objet de contrôles de santé, mais les vols commerciaux nationaux sont bien couverts.

Les questions posées par les parlementaires incluent ;

- Députée Cathy McLeo (PCC ; Kamloops-Thompson-Cariboo) : Il semble y avoir eu un certain optimisme pour rapatrier la plupart des personnes de l'Inde, mais un certain nombre d'entre elles ont été exclues de la sélection faite par des agents de voyage. D'autres vols au départ de l'Inde sont-ils prévus pour les Canadiens ?
  - o AMC : L'Inde est en tête de file en termes de nombre de citoyens canadiens souhaitant un rapatriement. C'est passé de 5 000 à 6 000 personnes et plus. 6 vols sont prévus, mais nous nous rendons compte que cela ne suffira pas. Nous sommes en contact avec Air India et d'autres compagnies pour prévoir plus de vols.
- Député Mark Dalton (PCC ; Pitt Meadows – Maple Ridge) : Quelqu'un des Finances peut-il répondre à des questions ? Les propriétaires d'entreprise qui ne sont pas en mesure de payer leur loyer peuvent-ils obtenir une aide ? Les femmes qui ont été licenciées auront-elles droit au congé maternité cet été ? Quelles sont les nouvelles concernant le rapatriement depuis les Philippines et le Pakistan ?
  - o ISDE : La question de la faillite est complexe, nous avons bien un service pour les faillites, mais nous devons étudier ce problème plus en détail pour savoir comment les petites entreprises sont affectées par cette situation. Différents textes législatifs provinciaux régissent également ce domaine. Je soulèverai cette question auprès du ministère.
  - o EDSC : Rien à ajouter.
  - o AMC : Concernant les Philippines, il a 3 000 demandes de rapatriement et nous trions actuellement les réponses pour voir combien de personnes veulent rentrer. Il y a toujours des vols commerciaux au départ des Philippines et nous travaillons avec le pays pour faciliter la mise en place de nouveaux vols. Pour le Pakistan, nous venons tout juste de réaliser 2 vols dans la nuit, et sommes en contact avec des compagnies aériennes pour des vols supplémentaires afin de rapatrier des Canadiens. Pour les deux pays, nous suivons de près la situation et échangeons avec des compagnies aériennes commerciales pour permettre le rapatriement du plus grand nombre de Canadiens possible.
- Sénatrice Kim Pate (GSI) : Quel est le plan pour réduire le nombre de personnes dans les prisons fédérales, étant donné que le nombre de cas de COVID est en hausse.
  - o SCC : En collaboration avec la Commission des libérations conditionnelles du Canada et la Sécurité publique, nous étudions diverses possibilités de libération pour les faire sortir en toute sécurité.

- Députée Elizabeth May (PVC ; Saanich – Gulf Islands) : De nombreuses personnes passent entre les mailles du filet en ce qui concerne la PCU. Que fait-on pour aider ceux qui ne sont actuellement pas couverts par ces aides.
  - EDSC : Nous avons entendu un certain nombre de préoccupations concernant la PCU. En l'état actuel de la situation, certaines personnes ne sont pas admissibles, mais il est utile de prendre connaissance de telles informations et de les prendre en compte dans les mesures politiques à venir.
- Député Gord Johns (NPD ; Courtenay-Alberni) : On nous avait clairement dit que les étudiants seraient admissibles à la PCU, mais nous avons appris hier que ce n'était plus le cas. C'est un gros problème étant donné qu'il n'y a pas d'offres d'emploi en ce moment, et beaucoup de gens sont laissés pour compte.
  - EDSC : Nous sommes bien conscients des problèmes et inquiétudes concernant la PCU, nous en discutons activement. L'objectif est de faire parvenir l'argent à autant de Canadiens que possible, aussi vite que possible. Concernant les étudiants, nous étudions différents programmes destinés aux jeunes et la possibilité de mettre en place des mesures pour les étudiants. Le congé de maternité sera traité comme d'habitude.
  - ARC : Rien à ajouter.
- Sénatrice Mary Jane McCallum (GSI) : Il y a cette personne qui travaille comme massothérapeute à son compte et qui n'est actuellement pas admissible à l'AE, mais son travail est considéré comme un service essentiel. Elle est inquiète d'entrer en contact avec des personnes infectées et a décidé d'arrêter de pratiquer. Pourra-t-elle demander un soutien financier ?
  - EDSC : Nous avons inclus les travailleurs indépendants dans la PCU, mais ce sont les provinces et territoires qui ont le dernier mot pour juger de ce qui est essentiel. Il n'est pas nécessaire d'arrêter son travail pour être admissible, mais il y a trop de facettes à cette question pour y répondre correctement.
- Député Brad Vis (PCC ; Mission—Matsqui—Fraser Canyon) : Nos bureaux de circonscription travaillent nuit et jour pour pallier le manque de services opérationnels de Service Canada. Nous les encourageons à trouver une solution pour mieux aider les Canadiens. Aussi, de nombreux employés de EDSC ont été renvoyés chez eux pour respecter la distanciation sociale. Le ministère peut-il informer les parlementaires si les employés de EDSC sont redéployés pour s'occuper des demandes, répondre au téléphone et aider les Canadiens ?
  - EDSC : Nous avons adopté une approche à plusieurs volets à ce sujet, nous considérons le télétravail, redéployons de nouveaux ordinateurs et infrastructures informatiques. Nous examinons les services cruciaux et examinons si d'autres employés peuvent être redéployés dans les services cruciaux.

M<sup>me</sup> Kropp : Je prends note du commentaire et le transmettrai à Service Canada.
- Député Kelly McCauley (PCC ; Edmonton-Ouest) : Le Premier ministre a fait un commentaire à propos du risque accru de Canadiens rentrant au pays. Y a-t-il un dépistage en amont des vols, ou lorsqu'ils sont de retour au Canada ? Y aura-t-il un suivi de leur quarantaine ?
  - M<sup>me</sup> Kropp : Il y a un risque accru avec les voyages internationaux et les CI nous autorisent à imposer des mesures d'auto-isolément et de quarantaine. Les personnes symptomatiques sont exclues des transports publics et pourraient être placées dans des centres de quarantaine. Les personnes symptomatiques ne devraient embarquer à bord d'aucun avion, les personnes symptomatiques à bord des vols ne seront pas autorisées à prendre les transports publics ou les vols nationaux. Nous avons été proactifs avec les passagers de Zaandam pour déterminer ceux qui étaient symptomatiques ou asymptomatiques et nous assurer que nous avons les installations nécessaires pour les prendre en charge et ainsi minimiser le risque pour les Canadiens.
  - AMC : Nous travaillons avec d'autres ministères pour nous assurer qu'ils effectuent des tests dès qu'ils arrivent au Canada. Il s'agit d'un effort intergouvernemental incroyable pour minimiser les risques.
  - ASFC : Nous gagnons chaque jour en expérience pour identifier les personnes malades et faciliter le passage de personnes asymptomatiques.
- Député Paul Manly (PV - Nanaimo-Ladysmith) : J'aimerais faire écho aux commentaires sur la PCU et rappeler que des gens passent entre les mailles du filet. Le Centraide local s'interroge sur la subvention salariale. De nombreuses entreprises avaient auparavant une promesse de financement, mais nous pensons que beaucoup de ces promesses ne vont pas se réaliser, nous anticipons une chute des revenus. Quels sont les plans pour aider les associations à but non lucratif sur le front qui dépendent des promesses de financement ?
  - ISED : La subvention salariale profite en effet au secteur à but non lucratif. C'est tout ce que je peux dire à ce sujet, et je devrai m'adresser à des collègues des Finances pour plus d'information.

- Député Alexandre Boulerice (NPD ; Rosemont – La Petite-Patrie) : Que fait-on pour aider de toute urgence les personnes handicapées et les aînés qui ont perdu toute source de revenus ? Ces personnes peuvent-elles toujours toucher la SV et le RPC ?
  - o EDSC : Les personnes sont admissibles à la PCU si elles ont gagné au moins 5000 \$ l'année dernière et ont été négativement impactées par la COVID-19. Nous continuons à recevoir des demandes pour la SV et le RPC.

2

- Député Mike Lake (PCC, Edmonton-Wetaskiwin) : Y a-t-il des nouvelles en matière de progrès des tests ? Cet appel est le moment le plus important de ma journée, nous aimerions avoir des comptes rendus individuels par les différents ministères en début d'appel. Le site Internet est bien mieux après la refonte, merci. J'ai une électrice qui possède une entreprise et qui a perdu tous ses revenus, mais elle souhaite garder ses 2 employés. Le programme de subvention salariale a été lancé, mais elle était déjà en train de faire une demande de travail partagé. Que se passe-t-il si le travail partagé s'avère être la meilleure option ? Peut-elle changer de programme plus tard ?
  - o M<sup>me</sup> Kropp : Des nouvelles du LNM sur les tests : nous avons amélioré notre capacité de dépistage de façon exponentielle et avons eu des questions sur la régularité des tests. Concernant les personnes testées, le LNM a une stratégie de dépistage pour déterminer qui devrait être testé. Il y a eu une discussion sur le fait que certaines personnes ne devraient pas se faire tester et devraient en définitive rester chez elles. Les personnes qui travaillent avec des groupes vulnérables devraient tout de même se faire tester, ainsi que pour d'autres facteurs, par exemple le voyage. Cette stratégie devrait être le moteur des stratégies provinciales de dépistage. Des sites du LNM, des cliniques provinciales et territoriales et même des laboratoires vétérinaires ont été rééquipés pour pouvoir tester. Nous avons également assuré un flux de matériel de dépistage et nous avons des réactifs fabriqués localement. Des entreprises de biotechnologie peuvent également produire des réactifs. Nous sommes de plus en plus proches de l'introduction de tests rapides. L'un d'eux a été approuvé aux États-Unis, mais il existe des inquiétudes concernant des contrats préférentiels accordés aux États-Unis. Une entreprise canadienne qui fabrique des tests rapides est en cours d'approbation et utilise des ressources canadiennes. Le LNM est en train de tester ce produit en particulier, qui serait idéal pour les personnes dans le nord ayant des problèmes logistiques. L'organe de gouvernance FPT développe également les meilleures pratiques de dépistage, qui s'appuient sur les leçons déjà tirées jusque-là. Il se passe beaucoup de choses en matière de dépistage.
  - o EDSC : Nous hésitons à donner des conseils aux électeurs puisque cela dépend de leur cas. Nous leur suggérons de faire un suivi avec la personne en charge de leur demande. Les détails du nouveau programme salarial n'ont pas encore été publiés, ce qui rend la comparaison difficile pour le moment. Nous observons comment ces différentes mesures fonctionnent les unes avec les autres.
- Député Dave Epp (PCC ; Chatham – Kent – Leamington) : Quant à la prolongation des permis de travail pour les travailleurs étrangers temporaires, il a été dit hier que les travailleurs en règle peuvent dépasser leur période de séjour actuelle. Où peut-on voir cette confirmation par écrit ? Cela intéresse plusieurs personnes.
  - o IRCC : Nous serions heureux de faire un suivi séparé sur la manière de prolonger les permis de travail, mais il est primordial de le faire avant que le statut n'expire, car ils en bénéficieront. S'ils ont un permis de travail qui dépend d'un seul employeur, et qu'ils cherchent un autre employeur, ils doivent déposer une nouvelle demande. Nous serions heureux d'envoyer toute information pertinente séparément.

***Veillez noter que ce rapport est un document de travail, réservé à l'usage interne de l'ASPC. Si vous avez des questions ou commentaires, veuillez me le faire savoir.***

Cordialement,

Spencer Brickles  
Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tél : 343 543-3102